

% Angles d'Attac

association pour une taxation des
transactions financières pour l'aide
aux citoyens et citoyennes.

Bulletin d'information mensuel
d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15,
1205 Genève – www.suisse.attac.org

Numéro 50 – mars 2008

>>> SOMMAIRE >>>

Editorial – p1

Agendas – p2+4+6

Combien les marchés financiers corrompus
font-ils perdre aux pays en développement? – p3

Le cas Zumwinkel le prouve une nouvelle fois:
il faut en finir avec les paradis fiscaux! – p4+5

La place financière suisse sous la loupe – p5

Non à la libéralisation de la poste – p6

Première Université d'été des Attac d'Europe – p6

WEF, innovation et démocratie – p7 à 9

Initiative genevoise pour la
démocratisation de l'Université – p10

Campagne d'Amnesty International:
pour une police respectueuse des droits humains – p11

Libertés d'opinion et de manifester bafouées
au Maroc – p11

Liberté de manifester
en danger – p12

>>> Résultat serré, peuple trompé >>>

Acceptation avec conséquences

La 2ème réforme de l'imposition des entreprises a été acceptée. Malgré le résultat serré, les partis bourgeois ont réussi à tromper le peuple. A l'avenir, la charge fiscale des gros actionnaires et des sociétés de capitaux qui font d'importants bénéfices – et celles-là uniquement! – sera allégée. De plus, toutes les promesses de revalorisations salariales et de création d'emplois des défenseurs de cette réforme seront déçues. En effet, les 17 cantons qui ont déjà mis en place une imposition partielle des dividendes n'ont pas profité d'une plus grande croissance économique que les autres cantons.

Cette réforme renforce une nouvelle fois la tendance aux contre-réformes fiscales des 30 dernières années: les allègements fiscaux ne touchent que les grandes fortunes, les détenteurs de capitaux et les entreprises. Ainsi, la charge fiscale est toujours davantage sup-

portée par les travailleuses et les travailleurs, les bas revenus et les rentiers.

Une campagne déséquilibrée

Il était clair dès le début que le combat contre cette réforme serait rude. D'une part, le budget inégal (200'000 francs pour le comité pour le NON, entre 6 et 10 millions du côté du OUI) a donné l'avantage aux partisans de la réforme. D'autre part, les grands partis opposés à la réforme ont fait des propositions totalement incompréhensibles. Ainsi, la motion Fetz (de la conseillère aux États bâloise Anita Fetz) contient des contre-propositions plutôt déconcertantes. Si elle suggère de conserver les réformes apportant une réelle amélioration pour les PME (allègement fiscal lors de successions, diminution de l'impôt sur les bénéfices de liquidation, etc.), elle inclut aussi un projet d'imposition partielle des dividendes à 80%! Une telle position fait le lit des politiques fiscales

>>>



Manifestation de militants d'Attac lors du résultat des votations. Berne, 24 février 2008

>>> AGENDA >>>

> Neuchâtel >

Mardi 11 mars, 20h

Rencontre avec Jean Studer, conseiller d'État aux finances, Faculté des lettres de l'Université de Neuchâtel, salle RNO2, Université 1, Espace Louis-Agassiz 1.

Jeudi 17 avril, 20h

Réunion du comité, local Solidarités, av. de la Gare 5 (UNIA), 2e étage, Neuchâtel.

Jeudi 15 mai, dès 18h

Réunion du comité et Assemblée Générale à 20h, Brasserie du Jura, Neuchâtel.

Jeudi 19 juin, 20h

Réunion du comité, lieu à définir.

> Fribourg >

Du samedi 1er au samedi 8 mars

On nous trouvera dans les salles obscures du www.fiff.ch

Mardi 10 mars, 19h30

Soirée-formation MPS avec Anton Gisler :
Quel socialisme au 20ème siècle, Café des Maréchaux.

Mardi 18 mars, 19h30

Comité mensuel au Pivot, rue de l'Hôpital 29, 3ème étage.

Vendredi 4 avril, 19h0

Salim Lamrani présente : *Double Morale. Cuba, l'UE et les droits humains. Réponses aux mensonges de « Reporters sans frontières »*,

Université de Fribourg Miséricorde, salle 3117 (organisation : ASC, Uni, attac). Plus d'info avec des liens interactifs sur www.cuba-si.ch ou sur notre agenda virtuelle.

>>>

bourgeoises et ne propose aucune alternative pour un système fiscal plus juste.

C'est ce que la campagne d'attac suisse s'est attachée à faire en replaçant cette votation dans un contexte plus global de contre-réformes fiscales. Attac a cherché à démontrer comment la concurrence fiscale et les allègements fiscaux pour les plus fortunés ainsi que pour les détenteurs de capitaux ont transformé, durant les trois dernières décennies, les revenus du travail des salarié-e-s en revenus sur la fortune des plus riches.

La campagne « fiscalité » d'attac ne s'arrête pas !

Le combat d'attac suisse contre la politique des caisses vides ne prend pas fin avec cette défaite dans les urnes. Au contraire: les contre-réformes fiscales déjà planifiées (uniformalisation de la TVA à 6,1% et

baisse de l'impôt sur les bénéfices des entreprises proposée par l'UDC) seront à notre programme de sensibilisation. Nous nous appuyerons pour ce faire sur le matériel de campagne (DVD, livre, brochure abondant la problématique des impôts) et continuerons d'occuper le terrain avec des présentations et des débats publics. Le point central de notre propos restera non seulement la critique de la concurrence fiscale intercantonale et internationale, mais touchera aussi la position de la Suisse en tant que paradis fiscal et les règles juridiques qui favorisent l'abaissement des impôts sur les capitaux et la fortune. Nous nous battons pour une politique fiscale soutenable qui renforce les services publics au bénéfice de la collectivité. Nous nous battons pour une politique dont le but est un partage équitable des richesses au niveau international.

Attac Suisse, 24 février 2008

>>> EQUATEUR: DETTE ILLÉGITIME >>>

Communiqué de presse du CADTM

(...) Depuis son élection à la présidence de l'Equateur, Rafael Correa a mis en place une Commission d'audit intégral du crédit (CAIC), à laquelle le CADTM apporte son expertise et ses revendications.

Les travaux de cette Commission avancent bien et le président Rafael Correa a maintenant des outils sérieux et solides pour analyser méticuleusement le contenu de la dette que les créanciers demandent à son gouvernement de rembourser.

La preuve est faite désormais que des dettes ont bien souvent été contractées dans des conditions inadmissibles. En effet, il apparaît que des gouvernements corrompus ont utilisé l'argent de manière contraire à l'intérêt du peuple équatorien, obligeant alors le pays à réduire ensuite les dépenses sociales pour faire face aux remboursements.

De plus, les renégociations de dettes ont toujours été favorables aux créanciers, notamment celles concernant la conversion, au moment de la crise équatorienne de 1999, d'obligations Brady, garanties par le Trésor des Etats-Unis et libellées en dollars, en obligations dites globales. Selon Rafael Correa : « Ils ont tout fait pour que les créanciers ne perdent pas d'argent et ils ont créé des obligations globales pour remplacer les obligations Brady », ces obligations globales étant estimées à environ 3,8 milliards de dollars.

Selon le droit international, des dettes déclarées odieuses n'ont pas à être remboursées. Voilà pourquoi le président Rafael Correa a déclaré à juste titre, voici quelques jours, que les dettes illégitimes de l'Equateur ne seraient pas remboursées.

Le CADTM espère que Rafael Correa et son gouvernement adopteront les mesures nécessaires pour réduire radicalement le remboursement de la dette de manière à utiliser les sommes économisées pour garantir la satisfaction des droits humains fondamentaux.

Voire: www.cadtm.org/spip.php?article3136

>>> Combien les marchés financiers corrompus font-ils perdre aux pays en développement? >>>

L'aide publique « classique » au développement est en faillite. Elle est sujette à une grande volatilité conjoncturelle et crée de nouvelles dépendances. Les objectifs du millénaire sont sans cesse remis à plus tard. On évoque un nouveau modèle de développement: la mobilisation des ressources locales.

Malheureusement, c'est justement à ce modèle que fait obstacle le système actuel. Trop de fuites font que des sommes plusieurs fois supérieures au montant de l'aide publique au développement se volatilisent. Mais combien de ressources locales les pays en développement perdent-ils effectivement chaque année? Et de combien les finances publiques sont-elles amputées? Nous essaierons ci-dessous d'en fournir une estimation sur la base des travaux reconnus qu'ont effectués dans les divers domaines concernés Raymond Baker, Richard Murphy, Alex Cobham, et Matti Kohonen.

Les principales fuites sont au nombre de quatre: l'argent sale, le service de la dette, la mobilisation inefficace des impôts et taxes au niveau national et l'absence d'impôts et taxes globales. Pour avoir un chiffre comparatif: l'aide globale au développement s'élève à 100 milliards de dollars environ.

1. Les dettes des pays en développement (PED): la dette extérieure s'élève à 2'600 milliards de dollars. Cela signifie que ces pays doivent payer par traites tous les ans 370 milliards d'intérêts en direction de l'opulent bloc occidental.

2. C'est justement dans les PED qu'on trouve des systèmes fiscaux relativement inopérants, ce qui permet à de nombreux domaines d'échapper au fisc. Par exemple, les impôts ne représentent en Afrique subsaharienne que 16% du produit social brut, contre 40% dans les États de l'OCDE. Alex Cobham juge réaliste de prélever, sans changer les moyens dont dispose l'administration fiscale actuelle des PED, environ 110 milliards de dollars supplémentaires (dont une grande partie en taxant le travail au noir). À ceci s'ajoutent les pertes dues à

la concurrence fiscale internationale. Surtout dans le secteur de l'industrie extractive, une partie faible de la valeur des extractions reste dans les pays pourtant originaires des richesses. *Christian Aid* (ONG chrétienne d'aide au développement, NdIT) énumère quelques exemples frappants: il ne revient à l'État du Ghana que 6,4%, à celui de Tanzanie que 8% du prix de vente final de leur or. Et à la Zambie 0,7% seulement de celui de son cuivre! En comparant ces chiffres à ceux du pétrole saoudien (50%) et à celui qui provient des États de l'ex-URSS (à peu près autant) ou au gaz naturel bolivien (27% de son prix de vente), on peut mesurer le manque à gagner. Si les pays les plus exploités pouvaient s'aligner sur ces derniers chiffres, ils en retireraient encore environ 200 milliards de dollars.

S'y ajoutent les EPZ (Export Processing Zones), où les activités des multinationales sont largement défiscalisées. Elles font perdre aux PED, toujours en raison de la ruineuse concurrence fiscale, 75 milliards de dollars.

3. **Les taxes globales:** le commerce est global, les taxes et impôts, nationaux. Par exemple, sur les voies de communication internationales, le kérosène et l'essence ne sont pas taxés – donc hors TVA. Au sein de l'initiative onusienne pour le financement du développement s'est créé un groupe qui réfléchit aux moyens alternatifs de financer

le développement. Ce groupe (qui comprend la France, la Norvège, le Chili, etc.) est l'auteur du « Rapport de Landau », selon lequel il serait facile de dégager environ 1'000 milliards de dollars en établissant des taxes globales. Matti Kohonen estime que, sur cette somme, 200 milliards environ pourraient revenir aux PED. S'y ajouteraient les revenus d'une taxe sur la spéculation financière, dimension qu'on ne traitera pas dans cet article.

4. Arrivons-en au premier facteur du siphonnement du capital des pays pauvres aux riches métropoles: **l'argent sale**. Ici, nous nous appuyerons sur les estimations de Raymond Baker (récemment confirmées, directement ou indirectement, par le FMI). La plus conservatrice de trois estimations qu'il a effectué, évalue à 539 milliards de dollars les sommes transférées illégalement des PED vers le bloc occidental. Soit la moitié de l'argent sale circulant dans le monde.

Rien qu'à partir des PED, le trafic de drogue représente 60 milliards de dollars, les contrefaçons 45 milliards, la contrebande 30 milliards et le crime organisé 20 milliards. S'y ajoute la corruption traditionnelle, soit 20 milliards supplémentaires. Mais la plus grosse partie de cet argent perdu est à imputer à l'argent sale commercial. 100 milliards dus au « mispricing » (falsification des prix des biens et services), encore 100 milliards dus au « transfer pricing » (fixation du prix entre deux

filiales d'une même entreprise) et 150 milliards dus aux transactions fictives (pour le sens de ces termes et des explications supplémentaires: voir la brochure d'attac sur la fiscalité).

Étonnant: les multinationales échappent par ces mécanismes à la moitié de leurs impôts.

Ce qui permet à cet énorme flux de couler de la périphérie vers le centre opulent, c'est un système financier opaque et en conséquence corrompu: les paradis fiscaux, des systèmes de comptabilité opaques et les agents de l'industrie de l'évasion fiscale en portent la responsabilité.

Faisons le compte: remboursement de la dette (370 milliards) + les prélèvements manqués au niveau national (110 milliards) + recettes que pourraient générer les taxes globales (200 milliards) + argent sale (539 milliards): **cela nous donne la jolie somme d'environ 1'219 milliards de dollars qui, tous les ans, est soustraite au développement des pays les plus pauvres pour finalement atterrir dans les places financières occidentales** – principalement offshore. Soit 12 fois l'aide au développement – qui sous cet éclairage semble quelque peu hypocrite – et 6 fois le montant estimé nécessaire pour atteindre les objectifs du millénaire (diviser par deux le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté); c'est aussi le montant annuel total des dépenses militaires mondiales.

Bruno Gurtner a donné à l'un de ses travaux un nom bien approprié: *The river flows uphill*, le fleuve coule vers l'amont. Dans les médias, les débats tournent toujours autour du même sujet: devons-nous augmenter ou diminuer l'aide au développement? La bonne revendication serait par contre: ne donnons pas davantage, ponctionnons moins!

Traduction: Michèle Mialane, Cooridtrad.



>>> AGENDA >>>

> Genève >

3 mars, 19h

à la Maison des Associations, 15, Rue des Savoises, Genève: Café, altermondialiste sur: 'Quel projet de gauche pour la politique fiscale en Suisse'. Projection du film d'ATTAC 'Permis d'évader'

Récoltes de signatures périodiques

pour l'initiative populaire *Pour une université démocratique*;
Contacts: kuenzle2@hei.unige.ch

11 mars

comité mensuel (ouvert) de la section genevoise, dans le bureau d'ATTAC, Maison des Associations

7 avril

café altermondialiste *Le procès équitable face à la guerre contre le terrorisme*, présenté Andrea Pedrazzini, au café de la Maison des Associations

> Vaud >

Mardi 4 mars, 20h

Rencontre mensuelle

Cycle d'analyses de la crise bancaire. Comprendre pour agir.

Partie 1. *Le tsunami financier : la crise des crédits 2008 mise en contexte*, Pôle Sud, Av. JJ Mercier 3, Lausanne.

Dimanche 16 mars, 14h-16h

« Semer l'avenir », une action contre les essais OGM à Pully, ferme Bois Genoud, Crissier. L'initiative « Semer l'avenir ! » et Greenpeace vous invitent à venir semer du blé en faveur d'un avenir sans OGM. Les champs et la semence sont prêts, nous recherchons encore au moins 200 semeuses et semeurs – petits et grands, jeunes ou moins jeunes ! Bus 18, arrêt Bois Genoud, 15 min. promenade direction Ecole R. Steiner ou avec navette gratuite de l'arrêt de bus Bois Genoud (date de report : dimanche 30 mars, 14h-16h). <http://www.greenpeace.ch/fr>

Mardi 18 mars, 20h

Réunion du groupe Multinationales et mondialisation, Librairie Basta, Rue du Petit-Rocher 4, Lausanne.

Mardi 8 avril, 20h

Rencontre mensuelle

Cycle d'analyses de la crise bancaire. Comprendre pour agir.

Partie 2. *Néolibéralisme, marchés des capitaux, revendications de la société civile*, présentation par Ernest Hamsag d'attac Genève, Pôle Sud, Av. JJ Mercier 3, Lausanne.

>>> Liechtenstein: le cas il faut en finir avec les pa

Le cas

Le patron de la poste allemande, Klaus Zumwinkel, a commis des évasions fiscales durant ces vingt dernières années pour un montant de plusieurs millions d'euros grâce à une fondation basée au Liechtenstein. Plus d'une centaine de personnes sont mêlées au scandale, dont des politiciens proéminents. La magistrature reproche au manager de 64 ans d'avoir fraudé 1 million d'euro au fisc allemand. Selon les indications, il a administré 10 millions d'euro à travers des fondations familiales de droit au Liechtenstein, dont les bénéfices n'ont pas été déclarés en Allemagne. Il s'agit toujours de fondations qui ont été mises en place pour l'évasion fiscale. L'argent pour l'enquête des données de Zumwinkel provient du service d'information de la république fédérale (BND). Depuis, Klaus Zumwinkel a démissionné de ses fonctions de chef de la poste.

En Allemagne, des sanctions plus sévères pour des cas d'évasion fiscale sont réclamées. On doit maintenant examiner si la peine maximale de dix ans de réclusion est suffisante, affirme la direction du parti social démocrate SPD. Derrière le cas Zumwinkel, les sociaux démocrates critiquent « un manque de responsabilité des contribuables pour le bien commun ».

Et la Suisse?

Le cas Zumwinkel le prouve: les paradis fiscaux attirent des capitaux

colossaux provenant de tous les pays. De telles sommes manquent aux pays d'origine pour les infrastructures, l'éducation, la santé et la sécurité sociale. Le secret bancaire qui complique ou interdit l'échange d'informations entre les autorités des différents pays accentue cette tendance. La Suisse joue ce jeu-là. Le secret bancaire, la faible imposition des capitaux étrangers et l'imposition dérisoire des holdings (pas d'impôt sur les bénéfices, impôt très bas sur le capital) attirent des riches dans notre pays. On estime aujourd'hui qu'environ 36 milliards de dollars des pays africains affluent dans les banques suisses chaque année. En 2005, la moitié de l'activité bancaire internationale avait effectivement lieu au sein des paradis fiscaux. De telles réglementations n'aggravent pas seulement les inégalités internationales, mais également les inégalités au sein du pays concerné, puisque la charge fiscale se reporte dès lors sur les salarié-e-s.

Nos revendications

L'indignation face aux inégalités croissantes, traduite par une politique fiscale juste, dépendra de la pression de la société civile, des politiciennes et politiciens engagé-e-s et de la pression des médias. Il faudra dès lors restreindre la libre circulation des capitaux, renforcer la coopération fiscale entre les pays, abolir le secret bancaire et supprimer les paradis fiscaux. Attac suisse



Les photos de ceste double page proviennent d'une action d'Attac Allemagne contre les paradis fiscaux.

Photos: mediastarter/CreativeCommons BY SA 2.0 DE

Zumwinkel le prouve une nouvelle fois: radis fiscaux! >>>



revendique la participation active de la Suisse aux initiatives pour plus de justice fiscale. La création d'une autorité fiscale internationale est nécessaire pour organiser l'échange automatique des informations. Cette mesure doit être accompagnée par l'abolition de l'imposition forfaitaire des riches étrangers et par l'augmentation de l'imposition des holdings. Il est aussi indispensable de supprimer la distinction entre fraude et évasion fiscale, l'évasion fiscale n'étant toujours pas condamnée pénalement en Suisse! De plus, des sanctions internationales doivent être introduites en cas de non respect de telles réglementations. C'est de cette façon seulement que les cas d'évasion fiscale comme celui de Zumwinkel peuvent être évités, en Suisse également!



>>> La place financière suisse sous la loupe >>>

La plupart des études rapportées par les médias sont à peu près aussi pertinentes qu'un reportage du Blick. Pourtant, des enquêteurs intéressants et qui se risquent à poser les bonnes questions émergent de temps à autres. Ainsi, par exemple, Martin A. Sullivan, qui s'est attaqué à l'un des plus importants epicentres de l'évasion fiscale mondiale: la Suisse. En analysant des informations officielles à la portée de tout un chacun, il dévoile l'ampleur de la corruption en Suisse. Il tente de déterminer à combien se montent les fonds, fruits de l'évasion fiscale, qui reposent dans les coffres de pierre de nos grandes banques.

Ses déductions sont les suivantes: à fin 2006, la Suisse thésaurisait plus de 7000 milliards de dollars. De ce montant, 606,8 milliards sont des produits potentiels de l'évasion fiscale. En d'autres termes, des fonds qui sont en possession de personnes établies hors de Suisse et qui pourraient être ponctionnés par le fisc d'autres pays. Et ceci avant tout grâce à la quasi inexistence d'une collaboration du gouvernement suisse en matière d'évasion fiscale.

L'article concernant la Suisse est le quatrième d'une série qui analyse les États de droit favorisant la criminalité - autrement dit les « paradis fiscaux » - à partir des mêmes paramètres. Les trois premiers articles concernaient Jersey, Guernesey et l'île de Man, les trois « crown dependencies » (dépendants de la couronne) britanniques. En tout, plus de 1'500 milliards de dollars qui peuvent être apparentés à l'évasion fiscale, séjournent dans les quatre mini-États investigués. La Suisse est particulièrement sans vergogne, elle qui officiellement montre si volontiers les autres du doigt et s'enorgueillit de ses « good practices ». Selon l'étude en question, aux 606,8 milliards de dollars d'« optimisation fiscale », il faut ajouter les 356,1 milliards sur les comptes fiduciaires. Mais qu'est-ce qu'un compte fiduciaire? Tout

comme la « planification fiscale » ou l'« optimisation fiscale » - deux des euphémismes préférés de l'indus trie de l'évasion fiscale -, un tel système pourrait à première vue sembler plutôt correct et très compliqué. Pourtant, le système suisse des comptes fiduciaires facilite lui aussi l'évasion fiscale criminelle.

Comme l'explique Sullivan: « Les comptes fiduciaires suisses sont des dépôts qui sont placés - par les banques suisses et à la disposition de leurs clients étrangers - dans des espaces juridiques (les paradis fiscaux) ne connaissant que peu ou pas du tout d'impôt à la source sur les intérêts courus. Et comme les dépôts rapportent des intérêts qui ne proviennent pas de la Suisse, ils échappent à l'impôt à la source. Ces fonds sont très profitables à l'évasion fiscale des individus. En 1999, l'OCDE écrivait à ce sujet: « Ce phénomène permet à des personnes étrangères désireuses d'éviter de payer des impôts de pouvoir être relativement assurées que, en l'absence de données dans leur pays d'origine sur leurs capitaux investis, ils ne seront pas découverts ».

Pour être plus clair: la Suisse est une place de jeu où les capitaux sont balancés d'un endroit à l'autre pour se débarrasser des impôts légitimes. Et comme elle fait cela très bien, elle est très bien rétribuée.

Et ceci n'est que le début. L'étude avance des hypothèses et utilise quelques formules méthodiques qui amènent à la conclusion que les chiffres que nous avons cités plus haut sont encore très loin de la réalité. De surcroît, Sullivan ne parle que de la fraude fiscale illégale des individus et pas de l'évasion (ou soustraction) fiscale, qui est pratiquement légale. Il faut y ajouter l'énorme masse des détournements commis par des entreprises qui, avec des prix factices ou « transfer pricing » (fixation de prix dans le commerce entre les succursales d'une seule et même entreprise pour circonvenir les impôts), et bien d'autres trucages, évitent leur contribution à la société.

Ces chiffres donnent presque le vertige et on ne peut que présumer le prix que la Suisse coûte aux hommes et aux femmes de ce monde, et à quel point elle corrompt les pratiques et les marchés internationaux. Cette étude n'est qu'un premier pas destiné à acquérir un réel aperçu des agissements des paradis fiscaux. Mais elle tend à renforcer les revendications avancées par Attac depuis sa fondation. Nous devons nous mobiliser pour éliminer du monde les notions ridicules de concurrence fiscale et de paradis fiscaux!

Trad.: Andrée Durand, Coorditrad.



Sans partage, pas de justice; sans justice, pas de paix; sans paix, pas de futur

>>> Non à la libéralisation de la poste >>>

Le 27 février 2008, le Conseil fédéral a annoncé de nouvelles mesures de libéralisation de la Poste.

En particulier, il a décidé d'abaisser le monopole des lettres à 50 grammes, utilisant pour cela la voie de l'ordonnance qui, contrairement à la voie législative, empêche tout référendum.

Parallèlement, le Conseil fédéral a mis en consultation un projet de modification de la loi sur la poste qui propose une ouverture totale du marché dans quatre ans. La Poste serait transformée en société anonyme et l'engagement du personnel se ferait selon le code des obligations !

Attac s'est toujours opposée aux mesures de privatisation des services publics. Contrairement aux promesses, la création d'un marché postal n'apportera aucune amélioration pour le public comme l'ont montré plusieurs exemples récents en Suède ou en Allemagne. En outre, l'accroissement de la concurrence n'aura d'autres effets que de détériorer les conditions de travail du personnel, ainsi que d'affaiblir la qualité du service universel.

Depuis le début de l'année, dans une perspective dite d'optimisation à la réalité, la Poste a supprimé de nombreuses boîtes aux lettres jaunes. Par la même occasion, les heures de ramassage ont été avancées parfois de plus d'une heure, sans compter que dans de nombreux quartiers, le ramassage du dimanche a été tout simplement supprimé, obligeant les utilisateurs de courrier A à se déplacer dans les grands centres si ils souhaitent que leur lettre arrive le lendemain ou le lundi. C'est une attaque au service universel qui est un avant-goût de ce qui nous attend si nous ne nous opposons pas aux projets du Conseil fédéral.

Attac continuera de se battre pour la défense des services publics et s'opposera à tout projet de démantèlement de la poste.

Attac Bienne a réalisé une affichette destinée à être posée aux endroits où des boîtes aux lettres ont disparu ! Elle peut être chargée sur la page

<http://local.attac.org/bienne/poste>

Votre boîte aux lettres a été supprimée. Bientôt c'est votre bureau de poste qui risque de disparaître !



Les attaques contre le service public de la poste se multiplient; récemment le Conseil fédéral a annoncé de nouvelles mesures de libéralisation et démantèlement de la Poste. Attac s'oppose résolument à toute mesure de privatisation des services postaux.

www.local.attac.org/bienne/poste

>>> Première Université d'été des Attac d'Europe >>>

Du 1er au 6 août 2008, les Attac d'Europe organisent leur première Université d'été (European Summer University). Cet événement est une importante étape pour la continuation de l'histoire d'Attac, à l'ère de la mondialisation et du mouvement altermondialiste.

Depuis la création d'Attac, beaucoup de luttes ont été gagnées. Nous sommes parvenus à ôter sa légitimité à l'idéologie néolibérale. Le processus actuel de mondialisation est maintenant vu par un grand nombre de personnes comme antidémocratique, antisocial et destructeur de la planète. Les grandes institutions comme l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ou le Fonds Monétaire International (FMI) se trouvent face à une crise profonde. Nous avons stoppé plusieurs projets néolibéraux aux niveaux local, national et international. Le mouvement altermondialiste a développé et proposé beaucoup d'alternatives à la mondialisation néolibérale, notamment en Amérique latine où plusieurs gouvernements ont été élus sur des programmes anti-néolibéraux.

Pourtant, il reste beaucoup à faire, car le mouvement altermondialiste n'a pas encore pu mettre un frein au marché libre, à la libre circulation du capital et à leurs effets destructeurs. Nous devons être conscients que nous avons encore beaucoup de luttes à gagner, comme par exemple l'instauration de règles sociales et écologiques internationales, la maîtrise de la financiarisation à travers l'instauration de la Taxe Tobin, des règles pour un commerce juste et équitable, la fermeture des paradis fiscaux. Cette situation ouvre

de nouveaux défis pour nous: nous devons apprendre à agir ensemble et à coordonner nos campagnes au niveau international, et ce dès maintenant!

L'Université d'été des Attac d'Europe jouera un rôle déterminant dans le développement d'Attac. En vue de coordonner nos actions et nos campagnes au niveau international, nous nous réunirons, nous apprendrons de nos luttes et nous fixerons nos prochaines priorités. Nos réponses au capital organisé globalement et à sa libre circulation doivent être des campagnes d'alternatives organisées. L'Université d'été des Attac d'Europe sera la première opportunité pour tous les militant-e-s de se rencontrer et de travailler sur nos alternatives. Avec votre aide, l'Université d'été des Attac d'Europe deviendra la base pour nos priorités et nos luttes communes; des luttes que nous pouvons gagner, si nous agissons ensemble!

Le groupe européen de préparation de l'université d'été des Attac d'Europe: Agnes Peterseil (Attac Austria), Alexis Schwartz (Attac Germany), Carolin Franta (Attac Germany), Christelle Baunez (Attac France), Gérard Dumenil (Attac France), Idar Helle (Attac Norway), Jean-Marie Coen (Attac Wallonia-Brussels), Johanna Schreiber (Attac Germany), Lucile Daumas (Attac Morocco), Maurizio Coppola (Attac Switzerland), Pia Lichtblau (Attac Austria), Petra Stein (Attac Saar), Ricardo Gómez (Attac Spain), Sven Giegold (Attac Germany), Valeria Sodano (Attac Italy)

Pour s'inscrire: www.european-summer-university.eu



Extraits de la contribution de Christian Felber à «L'Autre Davos», 26 janvier 2008, Zurich. www.christian-felber.at

Cette année, le slogan du Forum à Davos était « Le pouvoir de l'innovation collaborative ».

Le Forum et ses membres ont d'ores et déjà créé de nombreuses « innovations » avec de nombreuses retombées. Par exemple, des marchés financiers extrêmement complexifiés et interdépendants. D'une part, sur les instances et sous la pression de l'industrie de la finance, les droits et libertés des acteurs financiers ont été fortement élargis, tandis que de l'autre on abandonnait obligations et recours à des mécanismes de contrôle. Au nom de la rationalité et de l'efficacité, nous disait-on. La réalité nous enseigne que la « liberté » des marchés financiers engendre l'instabilité et l'insécurité.

Les dernières innovations sont apparues dans le marché immobilier des USA. La régulation a échoué sur tous les plans:

- les banques devaient accorder des crédits à discrétion à des gens sans revenus;
- elles pouvaient « tritiser » et revendre sans réserve ces prêts à haut risque;
- les agences de conseil ont fortement coté ces crédits malsains;
- la libre-circulation des capitaux a permis de disperser dans le monde entier ces crédits pourris.

Les banques n'ont pas été les seules à participer à cette ronde autour du monde. Encouragés par les excellentes cotations des agences, des investisseurs mal renseignés se sont jetés sur ces crédits pourris jusqu'à l'os. C'est ainsi qu'un crédit accordé à un sans-abri de Philadelphie pour se bâtir une maison a fini en possession des services communaux de Würzburg. La globalisation du travail, sur les marchés financiers, signifie que les uns peuvent prendre n'importe quel risque à un endroit donné et charger d'autres gens, n'importe où ailleurs, de l'écluser. Ce n'est pas efficient, mais « innovant ».

Ces nouvelles ont détourné l'attention du public d'une autre nouvel-



le-choc: Nokia ferme un important site allemand, entraînant la perte de plus de 4'000 emplois. Bien que la firme ait empoché au total un bénéfice net de 7,2 milliards d'euros en 2007, 67% de plus que l'année précédente. Et bien que l'usine menacée de fermeture soit rentable. Et bien que les salaires ne représentent pour Nokia que 5% des coûts. Et Nokia avait reçu des contribuables allemands 60 millions d'euros de subvention.

Une autre firme, Novartis, bien connue des Suisses, a fermé un centre de recherches employant 240 chercheurs hautement qualifiés. Bien que Novartis ait réalisé en 2006 son dixième bénéfice record à la suite: 7 milliards de dollars US. Les salariés ont été avertis de leur licenciement 6 jours avant Noël par un mail avec vidéo jointe; la vidéo se terminait par « That's it ». Peu après Noël, Novartis publiait son onzième record à la suite, ses bénéfices bondissant de 7 à 12 milliards de dollars US.

Daniel Vasella, le directeur de Novartis, reçoit pour de telles décisions des primes d'efficacité. Jusqu'en 2006, c'était le manager le mieux payé d'Europe. 22,3 millions d'euros. En 2007, il a été largement doublé par le directeur de Porsche, Wendelin Wiedeking: ce dernier a reçu pour son EFFICACITÉ et ses RÉSULTATS 60 millions d'euros. En janvier 2007, Wiedeking avait parlé, dans le Bild, de « guerre économique » parce que l'UE voulait baisser le seuil d'émissions de gaz d'échap-

pement pour les nouveaux modèles et que ceux de Porsche sont particulièrement polluants. Un homme qui incite à détruire l'environnement et déclare la guerre économique à la société si elle essaie de le modérer est le manager le mieux payé d'Europe. Selon les critères capitalistes et le jugement du marché, c'est l'homme le plus précieux d'Europe. 60 millions par an.

En Allemagne, la pauvreté s'étend. Depuis l'entrée en vigueur de Hartz 4 en 2005, la seule Bavière a vu s'ouvrir dans ses villes et villages les soupes populaires. Elles distribuent de la nourriture aux gens qui ne peuvent plus se l'acheter.

Que faut-il changer? Les valeurs. Les motivations des acteurs économiques. Les institutions. Les lois. Les rapports de force.

Les firmes ont trop de pouvoir. Nokia et Novartis sont-elles des cas isolés regrettables? Des brebis galeuses? Bien sûr que non. Le problème, c'est la multinationale orientée vers le profit en tant que telle; et la dynamique du système. D'une part, la loi exige des sociétés par actions qu'elles dégagent des bénéfices, d'autre part elles se font concurrence entre elles, ce qui les oblige à maximiser leur profit, sous peine de couler.

Quelle est l'origine de la recherche du profit? Pourquoi les entreprises ne sont-elles pas des associations de bienfaisance en empathie les unes avec les autres, mais de bru-

tales machines à créer du profit? À cause d'Adam Smith: « Ce n'est pas par bienveillance que le boucher, le boulanger ou le brasseur nous fournissent nos repas, mais parce que c'est leur intérêt bien compris » écrit-il dans « *La richesse des nations* ».

À l'époque d'Adam Smith, il n'y avait pas de multinationales, mais presque exclusivement de petites structures économiques, des artisans, des gens travaillant seuls ou en petites entreprises. Et c'est une énorme différence. Chez Adam Smith, les ouvriers, les managers et les actionnaires formaient une communauté de personnes; aujourd'hui on reçoit dans son courriel une vidéo de licenciement.

Dans une multinationale anonyme, les personnes physiques peuvent s'abriter derrière une personne morale. Les firmes n'ont pas de conscience morale; elles cherchent à atteindre leur but par tous les moyens: en enfreignant la loi, en payant des amendes si ça revient moins cher, en usant de corruption (Siemens), en empêchant les régulations qui s'opposent à leur objectif principal, le profit. Pour une personne morale, respecter la loi n'est pas une obligation morale, mais économique.

Au cours des 150 dernières années, les sociétés par actions ont systématiquement écarté toutes les limitations sociales à leur recherche de profit. Jusqu'en 1856, en Grande-Bretagne (comme aux USA), les actionnaires répondaient pour la société sur leurs avoirs personnels. En 1886, la Cour Suprême des USA a accordé aux personnes morales les mêmes droits qu'aux personnes physiques. Depuis, elles peuvent s'engager politiquement, faire du lobbying, et procéder à leurs propres régulations; depuis 1970, les firmes ont même le droit de financer ouvertement un candidat aux élections.

Si la société ou l'État souverain tente de leur imposer des régulations, elles se défendent avec bec et ongles. Être libres, pour les néolibéraux, c'est être affranchi de tout contrôle! Un exemple: les normes onusiennes. L'ONU a dressé en 2003

IMPRESSUM

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph Bienne
Tirage 1'600 exemplaires

ABONNEMENT (pour non-membres)

Veillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Joëlle Amara, Carol Bonvin, Maurizio Coppola, Andrea Duffour, Olivier Dumont, Isabelle Lucas, Michel Pellaton, Florence Proton, Sabrina Scardua, Julien Steiner, Roman Kuenzler, Juliana Zermatten.

TRADUCTIONS

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coorditrad. attac.org ou en envoyant un mail à coorditrad.ch@attac.org, ou par courrier postal auprès d'attac suisse

PROCHAINE PARUTION DÉBUT AVRIL

COURRIER

DES LECTEURS ET LECTRICES

Réagissez, participez,
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :
Courrier de l'Angles d'ATTAC, cp 5105, 1002 Lausanne
ou par mail: angles-ch@attac.org

INTERNET

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org, rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

ADRESSES

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org
Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org
Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, neuchatel@attac.org
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org
Zürich: Postfach 7457, 8023 Zürich, zurich@attac.org
Jura: Case postale 37, 2740 Moutier, jura@attac.org
Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org
Bienne: Case 4314, 2500 Bienne 4, bienne@attac.org
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org



un cahier des charges des standards sociaux, environnementaux, de sécurité, du droit du travail et des droits humains, de lutte contre la corruption; malheureusement, ils n'ont pas été appliqués. Les firmes et les groupes économiques de Davos s'y opposent. Selon la Chambre de commerce internationale et l'Organisation internationale des Employeurs, les normes onusiennes « ne sont pas positives » voire sont « contre-productives ».

Ils veulent pour eux des « codes de bonne conduite » (CSR) librement choisis, à la différence de toutes les autres composantes de la société, toutes soumises à des règles contraignantes: ni les impôts, ni le Code de la route ni le respect de la propriété privée ne sont un libre choix: tous y sont tenus. Les CSR ne fonctionnent pas.

Enron était un modèle du genre. Et il a bien trompé tout le monde. Novartis passe toujours pour un modèle du genre. En 2005, Peter Ulrich, un expert suisse en éthique économique, ne tarissait pas d'éloges sur Novartis. Il créditait la firme - je cite - de « l'une des applications les plus convaincantes au monde d'un Code de bonne conduite ».

Un an plus tard, son jugement aurait sûrement été moins dithyrambique:

Novartis portait plainte contre la loi indienne sur les brevets. La firme veut renforcer le monopole sur les médicaments, ce qui pourrait priver des millions de gens de l'accès à des traitements abordables, en interdisant à l'industrie pharmaceutique indienne de produire des génériques à bas prix; la « pharmacie des pauvres » est menacée de fermeture. C'est l'une des nombreuses « innovations » des firmes du Forum. Presque 500'000 personnes de par le monde ont protesté contre Novartis, de Ruth Dreifuss, ancienne présidente suisse, jusqu'à Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix.

On pourrait exiger l'abandon du brevetage des médicaments, le TRIPS. Mais il vient juste d'être créé, sous la pression de l'industrie pharmaceutique qui a réussi à imposer cette régulation globale. C'est l'une de ses nombreuses « innovations ». C'est pourquoi je juge insuffisant d'exiger l'abolition du TRIPS, ce qui réduira certes un peu le pouvoir des firmes pharmaceutiques, mais ne changera rien au fond du problème.

Ce que je veux dire c'est donc: les régulations ne changeront rien à l'essentiel. Même des centaines de lois sociales et fiscales, protégeant le travail et l'environnement,





en profitent. C'est le corpus juridique délirant mis au point à Davos qui identifie l'intégration européenne à la mise en concurrence de ses membres. Un modèle européen digne de ce nom devrait élaborer des standards sociaux, fiscaux et de protection du travail élevés et ambitieux, renforcer la cogestion dans l'entreprise ainsi que la démocratie économique et réduire la durée du travail à 20 ou 30 heures hebdomadaires (le dernier tiers du chemin: nous avons déjà obtenu 40 heures au lieu de 80; on devrait pouvoir gagner encore 20 heures). Un « modèle social européen » digne de ce nom devrait fixer des critères de convergence contraignants non seulement budgétaires, mais aussi sociaux et écologiques.

et d'autres régulations encore, en Suisse et en Autriche, dans l'UE et le monde entier, ne changeront rien à l'esprit des entreprises. Elles restent orientées vers le profit et continuent à se faire concurrence, et donc à croître comme par le passé et à s'évincer mutuellement, et pour cela à :

- essayer d'éliminer toutes les régulations tendant à réduire les profits,
- empêcher d'en établir de nouvelles,
- pousser à en adopter d'autres qui augmenteront les profits, comme le TRIPS.

Voici donc l'essentiel pour moi: les outils techniques visant à protéger contre les multinationales l'environnement, les droits sociaux et la fiscalité sont une bonne chose, mais ils ne suffisent pas. Il faut changer l'objectif des firmes, le fond du problème: interdire la course au profit.

En présence de simples « régulations » qui ne changent pas la funeste dynamique du système, l'économie créera des normes morales et éthiques - chacun pour soi et tous contre tous - qui déteindront inévitablement sur l'ensemble de la société. Et lui donneront une coloration néolibérale: froide, brutale, ignorant la solidarité. Plus le pouvoir des personnes morales croît, plus le comportement des personnes physiques se calque sur le leur. L'éthique capitaliste infecte le corps social. La croissance des inégalités en est la meilleure preuve.

Le manager autrichien le mieux payé gagne aujourd'hui 600 fois les 1000 euros de SMIC que nous revendiquons. Son homologue européen, 5'000 fois. Si nous laissons faire « la main invisible » du marché, dans 20 ans ce sera 35'000 fois dans l'industrie et 150'000 dans la finance, comme aux USA maintenant. Les managers justifient leurs revenus élevés par leur efficacité, mais le véritable critère, c'est le pouvoir.

Je préconise pour y remédier la formule 20-10, en référence à l'Agenda 2010 en Allemagne. Les revenus les plus élevés ne doivent pas excéder 20 fois le SMIC. Personne ne doit gagner plus de 10 millions d'euros (c'est sans doute trop, mais il faut

bien commencer quelque part.) De larges majorités souhaitent d'ores et déjà limiter les inégalités, par exemple 81% des électeurs-trices de la CDU.

Un salaire plancher et plafond serait un bon début pour le modèle social européen dont nous sommes si fiers et qu'on nous vante toujours comme LE grand avantage sur les USA. Pour le moment, l'UE favorise le comportement anti-social de Nokia et la concurrence entre États européens. Ce n'est pas une communauté européenne, c'est une arène où l'on massacre la démocratie.

Les firmes réunies à Davos ont promu cette concurrence parce qu'elles

Que l'Europe soit alors moins compétitive, on s'en moque. La compétitivité ne doit pas être le but suprême, c'est un but erroné. Si l'Europe est meilleure (plus compétitive) que les autres, ceux-ci sont nécessairement moins bons. L'Europe doit être sociale, écologique, démocratique, pacifique et solidaire avec les autres parties du monde. C'est l'objectif d'Attac.

Traduction:
Michèle Mialane, Cooridtrad.



> Emprunt de films >



chez attac Genève

Il est désormais possible pour les membres d'attac d'emprunter gratuitement des films produits ou conseillés par attac. Plus d'une trentaine de films sont disponibles au local d'attac à Genève. Veuillez consulter le site www.local.attac.org/geneve



Vous cherchez de la lecture ?

Rendez-vous sur le site d'attac suisse et profitez de notre boutique en ligne !

WWW.SUISSE.ATTAC.ORG/BOUQUINE

Je souhaite adhérer à attac !

- Notre organisation souhaite devenir membre d'attac, envoyez-nous le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.
- Je souhaite devenir membre d'attac, envoyez-moi le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.

Nom: _____

Adresse: _____

E-mail: _____

Lieu, date, signature

A retourner sous enveloppe à l'adresse suivante:
attac suisse / Rue des Savoises 15 / 1205 Genève

>>> Initiative genevoise pour la démocratisation de l'Université >>>

Une initiative «Pour la démocratisation de l'Université» a été lancée à Genève avec le soutien d'attac. Les habitants de Genève reçoivent avec ce numéro d'Angles d'Attac une feuille de signature.

Le maintien de la qualité de l'enseignement à l'Université de Genève dépend d'une véritable application des principes démocratiques qui sont à la base de son activité, soit l'accessibilité garantie aux étudiants, la qualité et la stabilité de l'encadrement et le haut degré de participation interne. Ce sont précisément ces valeurs que la présente initiative veut réaffirmer et renforcer.

L'Université se doit tout d'abord de favoriser l'intégration des diverses

catégories sociales, et de garantir l'égalité d'accès aux études. La suppression des taxes universitaires constitue à cet égard un premier pas modeste, nécessaire bien qu'insuffisant. Deuxièmement, il est crucial que les membres du corps intermédiaire bénéficient de conditions favorables à la réalisation de leur thèse et que le personnel administratif et technique ne voit pas son statut et son activité régulièrement remis en discussion. Enfin, une forte participation des quatre corps de l'Université (personnel administratif et technique, étudiant-e-s, corps intermédiaire et professeur-e-s) est indispensable à son bon fonctionnement. Les décisions doivent donc être prises à tous ces niveaux et avec une représentation paritaire des quatre corps.

**Gerechtigkeit schafft Sicherheit
Sans justice pas de sécurité**

OstermarsCH Marche de Pâques suisse

**Ostermontag, 24. März 2008, Bern
Lundi de Pâques, 24 mars 2008, Berne**

13.00

Auftakt / départ Eichholz an der Aare

Tram 9 ab Hauptbahnhof bis Endstation Wabern / à la gare tram 9 direction Wabern, descendre terminus

**Ostermarsch - Marche de Pâques
entlang der Aare - le long de l'Aare**

14.30

Schlusskundgebung / fin de la marche Münsterplatz

bei schlechtem Wetter / en cas de mauvais temps: Calvinhaus, Marienstrasse 8

mit / avec

**Rosmarie Zapfi
Marianne Huguenin
Reto Rufer, Amnesty International**

**Steff la Cheffe, Hip-Hop
Feines Essen und Trinken / Buffet**

**Für den Schutz vor Waffengewalt
Pour une protection face à la violence des armes**

>>> Campagne d'Amnesty International: pour une police respectueuse des droits humains >>>

Amnesty International mène actuellement une campagne contre les brutalités policières en Suisse.

Se basant sur divers témoignages et rapports, elle constate que le comportement de la police en Suisse est régulièrement inadéquat. Que ce soit au moment de l'arrestation, des techniques d'immobilisations, des fouilles corporelles opérées en pleine ville, le comportement des policiers est souvent incompatible avec les normes des droits humains. Les pratiques discriminatoires des fouilles et arrestations préventives sont également dénoncées: bien souvent les étrangers et personnes jugées à leur apparence comme « extrémistes » en

sont victimes. L'équipement utilisé, balles colorantes, tasers, grenades étourdissantes est également en cause: trop peu d'expertises sérieuses et indépendantes ont été faites pour garantir leur innocuité. Finalement, les victimes de brutalités policières sont trop souvent peu protégées et les auteurs des violences acquittés (cf. les récentes affaires de Genève et Zurich).

Mesures proposées par Amnesty International:

1. Des mesures concrètes: introduction d'un code éthique, amélioration de la formation, des règles claires pour l'utilisation d'équipements dangereux ou leur interdiction.
2. La création d'une instance indépendante d'enquête et de recours au niveau cantonal ou régional, pour enquêter rapidement et de façon indépendante sur les plain-

tes contre la police et pour punir les éventuels coupables.

3. La création de critères clairs pour la délégation de tâches étatiques de sécurité à des entreprises privées.

Pour plus d'informations: <http://www.amnesty.ch/fr/themes/les-violations-des-droits-humains-en-suisse/police-en-suisse>

P.-S. Si, pour attac suisse, les mesures proposées par Amnesty International vont dans le bon sens et constituent un premier pas, nous estimons qu'il faudrait aller beaucoup plus loin, notamment en ce qui concerne la délégation de certaines tâches à des services de surveillance privés.



>>> Libertés d'opinion et de manifester bafouées au Maroc >>>

Avec l'accession au pouvoir du fils de Hassan II, le Maroc a voulu montrer une nouvelle image, un nouvel objectif: « la voie de la démocratie et l'approche participative ». Dans son discours du 30 juillet, le roi Mohammed VI s'exprimait en ces termes: « [Le Maroc] entend poursuivre résolument son évolution politique, disposant, pour cela, d'une arme imparable, en l'occurrence notre précieux capital démocratique dont nous pouvons tirer une légitime fierté en tant que modèle politique avancé à l'échelle de notre région. »

Cependant, ce que nous voyons aujourd'hui n'est que censure, répression et emprisonnements, rappelant trop souvent les années de plomb du régime de Hassan II.

La tentative de musellement des contestataires, cumulée à l'offensi-

ve permanente des politiques néolibérales, crée au Maroc un climat intolérable qui doit cesser.

Attac suisse réaffirme son soutien aux victimes de la répression du pouvoir marocain et s'associe à Attac Maroc afin d'exiger la libération immédiate et inconditionnelle de tous les militants incarcérés et l'arrêt de toute poursuite pour délit d'opinion et de solidarité.

Rappel des événements récents: le 1er mai 2007 ont eu lieu dans diverses villes marocaines des manifestations pacifiques au cours desquelles des slogans hostiles à la monarchie auraient été scandés. Sept manifestants ont été arrêtés, membres de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), de l'Association nationale des diplômés chômeurs au Maroc, de l'Union marocaine du Travail et du syndicat des travailleurs agricoles.

Cinq d'entre eux, arrêtés à Ksar el Kebir, ont été reconnus coupables d'atteinte au régime monarchique et condamnés à trois ans de prison, peine alourdie à quatre ans en appel. Deux autres, arrêtés à Agadir, ont été condamnés chacun à deux ans de détention. Le tout accompagné dans les deux cas de très lourdes amendes.

Aujourd'hui, après avis de la Cour Suprême, notre camarade Mohamed Yousfi, secrétaire de la section de Beni Mellal d'Attac Maroc (membre du réseau CADTM), et deux autres de ses compagnons ont été condamnés à un an de prison ferme pour avoir simplement exercé leur devoir de solidarité envers les militants arrêtés à la suite des manifestations du 1er mai 2007. Un nouveau procès se déroulera dans les semaines qui viennent à l'encontre de 7 autres militants (dont Mohamed Bougrine,

actuellement incarcéré et âgé de 72 ans), suite à la décision de la Cour suprême en faveur d'une révision de leur procès.

Pour soutenir les militants emprisonnés et la liberté d'expression au Maroc, vous pouvez signer la pétition en ligne:

<http://maroc.attac.org/>

envoyer vos messages d'indignation aux numéros de fax suivants:

Premier Ministre, M. Driss JETTOU
Fax: 00 212 37 76 86 56

Ministre de l'Intérieur,
M. Chakib BENMOUSSA
Fax: 00 212 37 76 20 56

Ministre de la Justice
M. Mohamed BOUZOUBAA
Fax: 00 212 37 76 52 57

>>> Liberté de manifester en danger >>>

Lors des manifestations anti-WEF du mois de janvier et de celles contre les politiques racistes de l'UDC des mois précédents, il est apparu très clairement que la police suisse, forte d'une nouvelle base légale, s'est «entraînée» sur les militant-e-s à faire face à des situations de tensions attendues lors de l'Euro 2008. Cette base légale, créée spécialement en vue du championnat de football, est décriée par les milieux des droits de l'homme qui la considèrent comme anticonstitu-

tionnelle. Elle permet notamment d'interdire l'accès à un périmètre de sécurité autour des stades et de procéder à des arrestations préventives et à des gardes à vue de 24 heures, et ce pour des personnes dès 16 ans. Ces mesures exceptionnelles devraient normalement expirer en 2009, mais le Conseil fédéral a d'ores et déjà prévu d'inscrire les modifications dans la Constitution afin de pouvoir « assurer la sécurité intérieure ».

Si on relit ces mesures à la lumière du communiqué du Département Fédéral de Justice et Police du 26.08.2004 sur la sécurité intérieure, on peut légitimement penser qu'elles seront par la suite avant tout utilisées contre les mouvements sociaux contestataires. Ce communiqué stipule en effet que « les actes motivés par l'idéologie d'extrême droite ne compromettent la tranquillité, l'ordre et la sécurité publics qu'occasionnellement et localement. En revanche, les re-

présentants de l'extrême-gauche constituent pour l'heure une menace plus importante ».

Les manifestations qui se sont déroulées durant les derniers mois de l'année 2007 et en janvier 2008 le montrent: la police durcit le ton et des mesures exceptionnelles sont prises pour empêcher toute manifestation.

Alors que chaque nouveau défilé de contestation apporte son lot d'arrestations, de fichage, de répression, faut-il pour autant renoncer à manifester? La question est attendue et la réponse peut sembler triviale: certainement pas! Manifester est non seulement un droit, mais également un élément essentiel de la démocratie. Il faut pouvoir contester pacifiquement dans la rue et y porter des revendications: la démocratie ne passe pas uniquement par «les urnes une fois tous les 4 ans», mais aussi par la participation citoyenne aux affaires de la Cité, au sens grec du terme. Empêcher la population de s'exprimer dans la rue est un grave signe de déficit démocratique. C'est pourquoi les mouvements contestataires refusent de renoncer à ce droit et continueront dans le futur à exprimer leurs revendications dans la rue. Quoi qu'il leur en coûte. D'ailleurs, face au durcissement de ces derniers mois, diverses organisations se sont réunies pour protester contre cette répression, notamment à travers un appel à une large manifestation, le premier mars à 13h30 au Barfüsserplatz à Bâle.

>>> Bref rappel des dernières manifestations et de leur déroulement: >>>

Le 19 janvier a eu lieu la manifestation contre le WEF dont l'autorisation officielle avait été retirée par les autorités bernoises quelques jours auparavant. Pour l'attac suisse, il a toujours été question de soutenir cette manif, comme nous le faisons chaque fois qu'il y en a une contre une institution que nous considérons comme illégitime. Ainsi, malgré le retrait de l'autorisation de manifester à Berne, plusieurs militant-e-s ont décidé d'y participer tout de même et ce pour trois raisons principales:

- d'abord, il était illégitime de retirer une autorisation de manifester deux jours avant que celle-ci n'ait lieu, alors qu'il y avait eu une large mobilisation pour y participer;
- ensuite, les raisons évoquées par les autorités de la ville n'étaient pas justifiées. Elles considéraient que les organisateurs de la manifestation ne s'étaient pas suffisamment distancés de la violence, ce qui ne signifiait pourtant pas que ceux-ci se prononçaient en faveur de violences;

- finalement, et c'est certainement le point le plus important: il s'agissait ici de manifester contre le WEF, c'est-à-dire contre un rendez-vous qui réunit 2500 personnes de l'élite politique et économique mondiale, lesquelles discutent en dehors de tout regard démocratique de partage de marchés, de mainmise sur les énergies, de mesures qui précarisent des millions de personnes, démantèlent des droits sociaux, répriment les résistances syndicalistes ou citoyennes...

Dès leur arrivée en ville, les militant-e-s ont été accueilli-e-s par des centaines de policiers, questionné-e-s sur leur destination et le motif de leur séjour à Berne, fouillé-e-s et pour les plus malchanceux/euses, immédiatement arrêté-e-s et emmené-e-s. La manière dont les policiers ont opéré le tri entre militant-e-s et simples passant-e-s n'est pas très claire. Il y a d'ailleurs plusieurs histoires de touristes enfermés sans aucune raison. La situation en ville n'était guère plus détendue, bien au contraire! Un gros déploiement de plus de 600

policiers, venus de 6 cantons différents, a tenté tout au long de l'après-midi d'empêcher la tenue de la manifestation. Bien souvent les passant-e-s se sont solidarisé-e-s avec les militant-e-s face à ce déploiement disproportionné des forces de l'ordre.

Au bilan de la journée, il n'y a eu aucune déprédation de la part des manifestants (ce qui n'a quasi pas été évoqué par la presse!) mais de nombreuses personnes brutalisées, gazées et on parle de plus de deux cents personnes arrêtées et mises en garde à vue.

Le 26 janvier, une soixantaine de personnes s'étaient donné rendez-vous pour tenter de manifester contre le WEF à Bâle. La police ne l'a pas entendu de cette oreille et a arrêté des douzaines de personnes de manière préventive. Elle a même fait stopper un tram et embarqué les touristes se trouvant à bord. Comme Berne et les autres villes de Suisse, Bâle est confronté aux nouveaux dispositifs sécuritaires en vue de l'Euro de juin prochain et subit ainsi les durcissements en matière de sécurité intérieure.